

Déchiffrer l'économie, Denis Clerc, Ed. La Découverte 2007

À quoi servent la monnaie, la finance et les marchés ? Pourquoi les uns sont-ils pauvres et les autres riches ? D'où vient la croissance économique ? Très pédagogique, ce livre est devenu le grand classique de la formation économique pour étudiants et adultes, permettant de comprendre pourquoi les économistes sont devenus les grands sorciers du monde moderne.

C'est en même temps un livre citoyen, qui explique la crise de l'euro, les vices et les vertus du déficit public, les défis posés par la mondialisation, la montée des inégalités et les nombreuses péripéties économiques, du « pacte de responsabilité » à la transition énergétique. Car l'économie, c'est aussi un ensemble de questions de société à résoudre : comment concilier justice sociale et efficacité ? Produire toujours plus, est-ce possible ? Souhaitable ? Le chômage est-il une fatalité ?

Cette 18^e édition a été entièrement revue, mise à jour et complétée afin de continuer à éclairer tous ceux qui souhaitent plonger dans la boîte noire de l'économie.

Table des matières http://www.editionsladecouverte.fr/catalogue/index-Dechiffrer_1_economie-9782707181992.html

Nota : Ces quelques citations n'ont pas pour but de témoigner de la richesse de ce livre dont les arguments sont écrits de manière simple et claire. Elles trouveront leur utilité en vous incitant à lire cet ouvrage très bien structuré et documenté...

P. 13 - Dans notre système capitaliste, la production ne désigne pas ce qui est utile à l'homme, elle désigne ce qui résulte d'un travail rémunéré.

P. 16 : La logique du capitalisme : c'est le cout en travail qui détermine la valeur, et non l'utilité du service fourni.

P.14 - Le capitalisme a réussi le tour de force de nous faire adopter son vocabulaire et ses critères de valeur.

P. 15 - La valeur ajoutée est mesurée par la différence entre le chiffre d'affaires et les achats de produits... Le bénéfice est une part de la valeur ajoutée : celle qui reste lorsque tous les frais de production ont été comptabilisés.

P 17 – Le produit intérieur brut (PIB) est la somme de toutes les valeurs ajoutées, qu'elles soient issues de la production marchande (*produits vendus*), de la production non marchande (*services non vendus ou à un cout qui n'a rien à voir avec sa production*) et de la production pour emploi final propre (*qui profite seulement à celui qui l'a réalisé*).

P. 18 – Le "capital" est un terme ambigu : il désigne à la fois l'instrument qui permet d'accroître l'efficacité du travail (capital technique), une richesse accumulée et l'apport de fonds grâce auxquels une société a été créée.

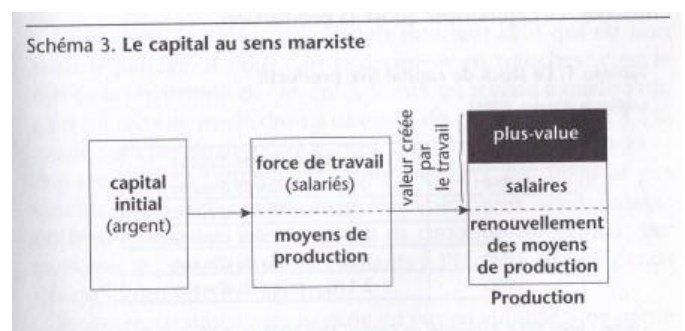
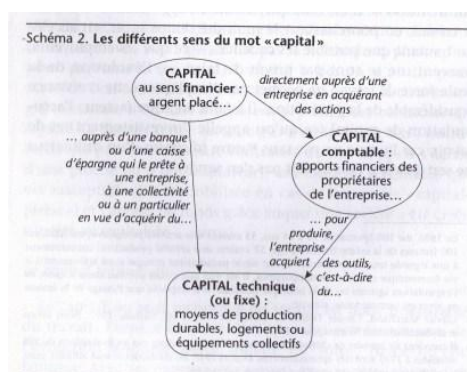
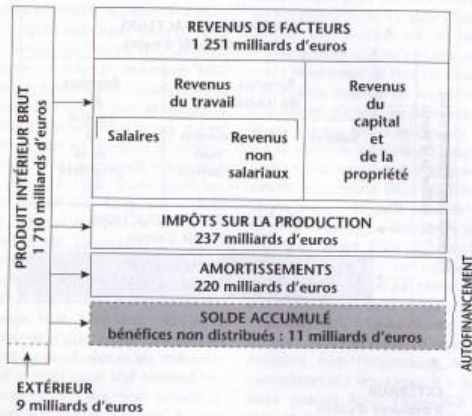
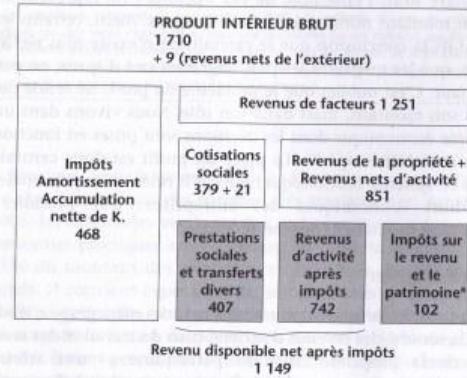


Schéma 7. La répartition 4 : l'accumulation du capital
(chiffres de 2005 ; milliards d'euros)



P 30

Schéma 10. La répartition 7 : la redistribution
(chiffres de 2005 ; milliards d'euros)



* Les impôts sur le revenu incluent la CSG sur les revenus non salariaux.

p 42

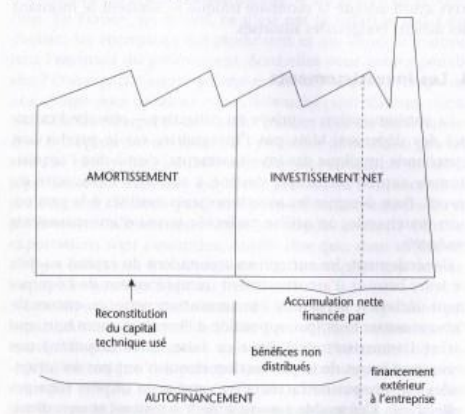
P. 41 - La place du profit est centrale dans le système capitaliste, puisqu'il oriente les principales décisions économiques des entreprises ; que produire ? Comment produire ? Pour qui produire ?

P. 36 - De 1951 à 1967, l'écart n'a cessé de s'accroître entre les salariés les plus modestes et les salariés les mieux payés : de 6.15, il passait à 10.67 !

P. 63 - Les consommations collectives obéissent à une logique des besoins, et non à une logique marchande.

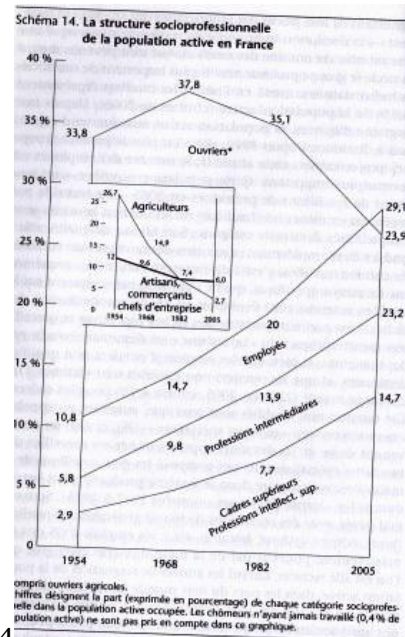
P. 70 - Le capital est une matrice qui ne produit pas seulement des objets, mais un cadre de vie et de travail, des rapports sociaux.

Schéma 11. Investissement brut
(acquisition de capital technique)



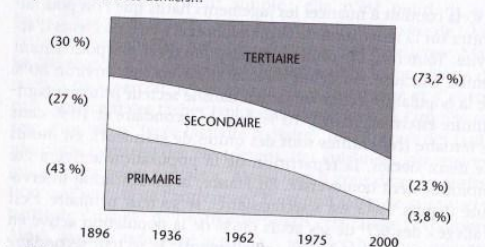
En 2005, les sociétés non financières ont autofinancé leurs investissements à hauteur de 70 %. Elles ont donc recouru à un financement extérieur (emprunts, augmentation de capital) pour 30 % de leurs investissements bruts.

P 68



p84

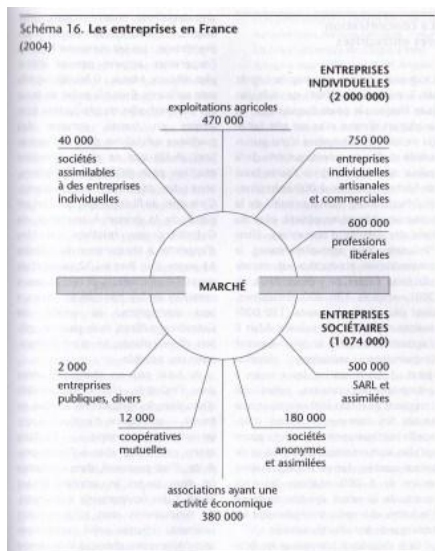
Schéma 13. La population active française par secteur d'activité
Les premiers seront les derniers...



Les chiffres entre parenthèses donnent le pourcentage de population active employée par chaque grand secteur (à gauche pour 1896, à droite pour 2005).

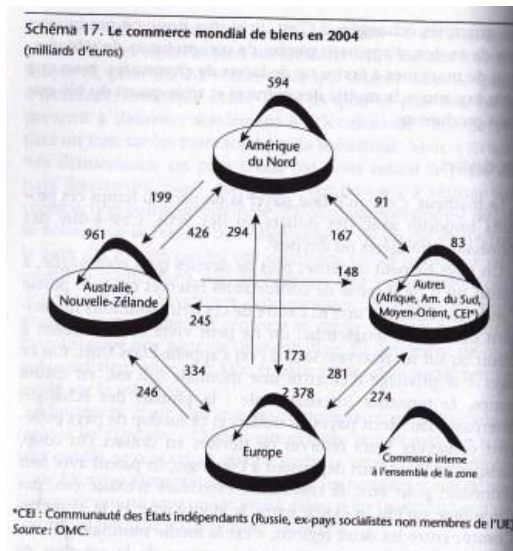
P. 80

P. 88 – L'entreprise désigne l'unité économique dont l'activité aboutit à une vente sur le marché.



P 99

p 136



P. 113 – Le fonctionnement d'une économie suppose que soient réalisés *les grands équilibres* : ne pas importer de l'étranger plus qu'on ne lui vend (contrainte extérieure), ne pas investir plus que l'on peut financer (contrainte financière).

P. 145 Comment accumuler ? La théorie économique libérale résout le problème simplement : si les revenus sont distribués de façon très inégalitaire, les riches pourront épargner beaucoup, donc les investissements seront élevés. Evidemment, cela se traduira par une très faible consommation populaire, mais, ce sont là les impératifs de l'économie, n'est-ce pas ?

P. 167 – La monnaie a permis de dériver le désir d'appropriation vers un bien inutile, qui ne sert qu'à l'échange. Posséder des pièces à l'effigie du souverain. Souverain sur les choses, mais aussi –dans le système capitaliste- sur les hommes et leur production. La monnaie est donc à la fois le substitut à la guerre et le moteur de l'*aventure économique*, comme l'appelle Jean-Marie Albertini : *produire pour produire, dans le seul but d'assouvir un désir sans fin, sans limite*. A la différence de la guerre, l'économie ne finit jamais !... Machiavel s'est trompé : ce qui est poursuivi par d'autres moyens, ce n'est pas la politique, mais l'économie...

« *Accumulez, accumulez, c'est la loi et les prophètes* » disait Karl Marx.

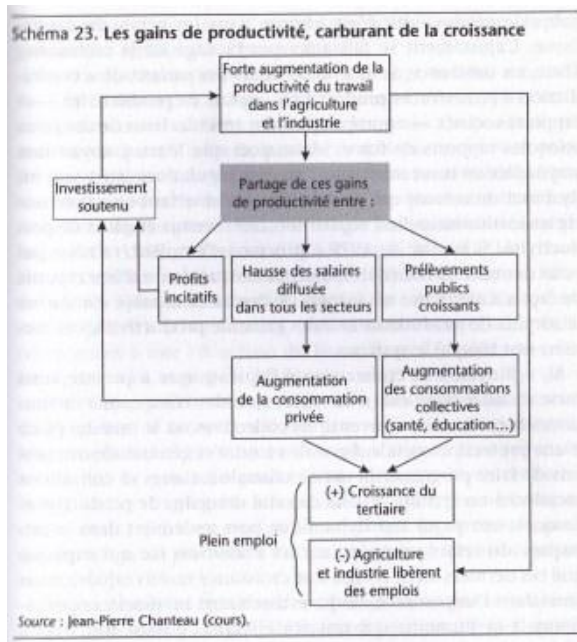
P. 173 – Un système économique ne saurait se passer du profit : d'abord parce que les hommes étant ce qu'ils sont, et les choses ce que nous savons, la carotte et le bâton restent les ressorts les plus sûrs de l'activité humaine.

P. – Il importe que les conséquences écologiques et sociales d'une décision soient incorporées dans le prix de vente, de sorte que le producteur et le consommateur supportent les conséquences de leurs décisions, au lieu de s'en débarrasser sur le dos de la collectivité...

P.177 – Aucune entreprise n'est jamais assurée du succès et de la pérennité. C'est ce qui fait le dynamisme incontestable du capitalisme : sa souplesse d'adaptation, sa capacité à innover, à changer, à récupérer... Il ne fait pas de doute que c'est un système économique efficace. Du moins si l'on prend pour critère de l'efficacité la capacité à produire et à vendre...

P. 215 – La croissance n'est pas une fin en soi, elle n'a d'intérêt que si elle améliore la condition de tous.

P. 216 – Il n'y a pas immédiatement adéquation entre gains de productivité, répartition des revenus qui en sont issus et évolution de la demande.



P. 217

P. 220 – Comment fouetter durablement la demande sans gonfler les salaires, et comment gonfler ces derniers sans réduire peu ou prou la part du capital dans la valeur ajoutée, c'est-à-dire sans comprimer sa rentabilité ?

P.227 – La multiplication des biens et des services, loin d'apporter un sentiment de satiété, suscite toujours de nouveaux désirs, car le besoin de se distinguer, de paraître, de briller, qui fait partie de la nature humaine, n'est jamais assouvi.

P.240 – La gouvernance mondiale que promeut l'OMC est d'une pauvreté affligeante : le social, l'environnemental et le sanitaire sont absents de ses préoccupations...

P.243 – Les mouvements de change représentent, en 2005, 1 400 milliards de dollars *chaque jour*. Quasiment l'équivalent de ce que produisent en un an les 25 millions de personnes qui travaillent en France ! En un mois les transactions sur les marchés de change représentent à peu près ce qui se produit en un an dans l'ensemble des pays du monde !

P.250 – Dans le cas de l'instabilité des marchés mondialisés, trois solutions sont concevables : radicale, on supprime les marchés financiers ; fiscale, on taxe les mouvements pour en réduire l'ampleur ; réformiste, on encadre les marchés par des règles.

P.253 - La taxe Tobin n'est en réalité qu'un complément d'un ensemble de dispositions destinées à organiser *la gouvernance financière* entre États.

P.270 - Investir et embaucher, c'est toujours prendre un pari sur l'avenir : il faut dépenser d'abord, mais nul ne sait si la dépense espérée sera au rendez-vous.

P.271 - C'est le profit qui empêche le système de fonctionner correctement.

P.305 - Modigliani : Parmi tous les taux de chômage imaginables, il y en a un et un seul pour lequel le rythme d'inflation ne s'accélère pas : le « *Nairu* », le taux de chômage permettant de ne pas accélérer le taux d'inflation (!)

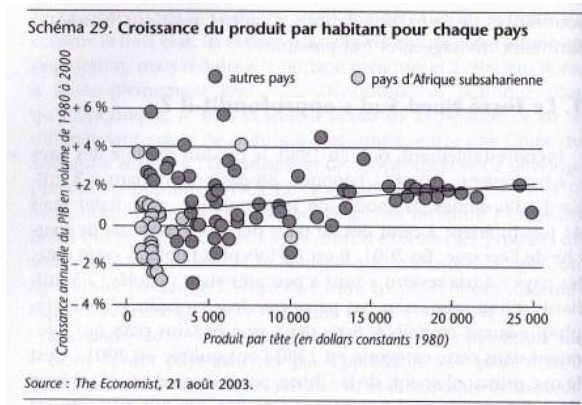
P.312 – Il n'est ni bon ni légitime que le marché décide tout seul ou de l'essentiel, contrairement à ce que prétendent les libéraux : pas bon parce que si le marché est un instrument efficace de régulation microéconomique, il est un mauvais instrument de régulation macroéconomique.

P.335 – Le rôle de la formation n'est pas principalement de fournir une qualification, il est de distinguer chacun des autres, en bien ou en mal...

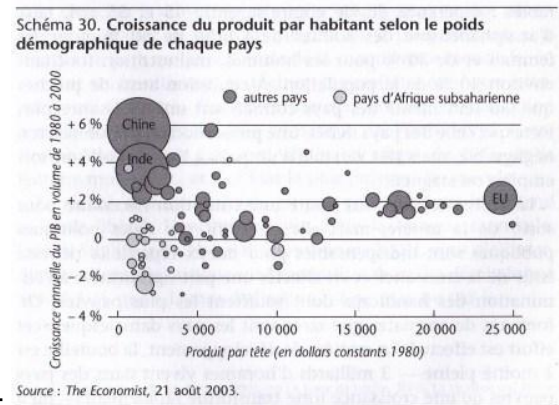
P.335 – La démocratie est caractérisée par la règle « un homme, une voix ». Il a pour fonction de rappeler que chacun a droit à la justice, que l'on doit reconnaître des droits économiques, donc un revenu suffisant à chacun.

... Le système politique est, par nature, incapable d'organiser seul les règles de répartition. Mais, en même temps, il est indispensable à leur construction, pour rappeler que chaque homme en vaut un autre, et que la répartition fixée par le système économique ne suffit pas à instaurer la justice, à accorder à chacun, non pas le fruit de son travail, mais son dû comme homme, tout simplement.

P.343 – En 1980, le produit par tête des pays "à bas revenus" (soit à l'époque, 36 pays représentant 2.3 milliards d'hommes, la moitié de la population mondiale) était 41 fois inférieur à celui des 20 pays riches à économie de marché de l'époque. En 2001, il est 62 fois plus faible.



P344



P345

P.347 – Rares sont les pays (en voie de développement) qui ont mis la croissance au service du développement, c'est-à-dire ont veillé à ce que les besoins de base de tous soient satisfaits dans des conditions décentes.

P.349 – Le développement de la Corée, comme celui de Taiwan, devait peu aux critères libéraux et beaucoup aux politiques publiques.

P350 – Le commerce extérieur aide au développement, il ne le précède pas.

P364 – Ce que l'on peut reprocher à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) aujourd'hui, ce n'est pas qu'elle existe, ni même qu'elle ait un pouvoir de sanction, à travers l'organe de règlement des différends. C'est qu'elle ne conçoive son rôle que comme promoteur d'une libéralisation commerciale : les raisons environnementales, sociales, sanitaires ou simplement culturelles qui pourraient amener un pays à récuser cette libéralisation ou certaines de ses composantes sont condamnées comme si elles étaient toujours des faux-semblants protectionnistes.

Conclusion/ Vivre avec le capitalisme ?

Notre système social a bien des tares : il engendre des inégalités, il se soucie comme d'une guigne de l'avenir de l'humanité, il privilégie les profits à réaliser, pas les besoins à combler, il repose sur des motivations — égoïsme, esprit de lucre... — qu'une société civilisée dirait perverses, il enseigne à chacun à devenir « chasseur de dollars », pour reprendre l'expression de John Stuart Mill au milieu du XIX^e siècle.

Tout cela est vrai. Mais, en même temps, il a permis à une partie importante de l'humanité d'en finir avec la misère et la pauvreté, il a stimulé le changement technique et contribué à briser le fatalisme séculaire de l'homme impuissant face à son destin. Comme l'écrit Joan Robinson, une grande économiste anglaise morte en 1983, « le système est cruel, injuste, agité, mais il fournit vraiment des biens, et, que le diable l'emporte, ce sont des biens qu'on veut ». Même si, ce faisant, il en fournit beaucoup à certains et peu à d'autres, sans beaucoup de considération pour l'équité et les générations futures. Comme il n'existe pas de jugement dernier pour les systèmes économiques, nous ne saurons jamais ce qui, aux yeux de l'éternité, l'emporte dans la balance, entre ces vices et ces vertus de notre système social.

Ce n'est d'ailleurs pas important : nous n'en avons pas d'autre. Depuis l'écroulement du socialisme, nous n'avons plus le choix, si tant est que nous l'ayons jamais eu. Il nous faut vivre

avec le capitalisme. Donc tenter de le rendre plus acceptable et plus juste, moins gaspilleur et moins pollueur. La tâche n'est pas impossible, des exemples nous le montrent tous les jours. Les entreprises elles-mêmes prennent conscience qu'elles ont des responsabilités sociales, et des citoyens ont créé des structures pour le leur rappeler, au besoin en appelant à l'opinion publique, et apprécier les efforts qu'elles peuvent faire.

Certains pensent que, avec l'économie sociale et solidaire, une alternative est en train de s'ouvrir. Ce terme, on le sait, regroupe l'ensemble des structures économiques qui, tout en émanant des acteurs privés, n'ont pas pour finalité la quête du profit, mais tentent de bâtir des liens de solidarité au sein même de l'économie de marché : soit entre leurs membres (c'est le cas des coopératives et des mutuelles), soit, plus largement, avec ceux que le système économique fragilise, paupérise ou rejette. Entreprises d'insertion, boutiques de commerce équitable, associations humanitaires ou de solidarité, « altermondialistes » s'efforçant de contribuer à l'émergence d'une autre société : les exemples ne manquent pas.

Pourtant, à bien y réfléchir, il ne s'agit pas vraiment d'une alternative. Car toutes ces initiatives ne constituent pas un « système » complet, mais marquent la volonté de ne pas laisser les relations marchandes envahir l'ensemble de la sphère sociale. De fait, leur finalité est aujourd'hui d'empêcher le marché de devenir le seul régulateur de toutes les activités humaines : il s'agit en quelque sorte de cantonner le capitalisme, plus que de le remplacer. Les coopératives n'ont jamais eu la prétention de devenir la seule forme d'organisation de la production, même si Proudhon et les théoriciens de ce que, au XIX^e siècle, on appelait l'« associationnisme » en rêvaient. En revanche, leur existence prouve qu'il y a plusieurs formes d'organisation possibles, et que pratiquer la démocratie et l'égalité au sein de certaines d'entre elles ne nuit pas forcément à leur efficacité. L'économie sociale et solidaire joue, de ce point de vue, un rôle important, essentiel même : montrer que les hommes peuvent nouer entre eux d'autres liens économiques que ceux de la concurrence, de la guerre de chacun contre tous, de la compétition en vue de gagner le gros lot ou de ne pas faire partie de la liste des licenciés. Elle maintient la « biodiversité sociale » du système économique, et c'est heureux. Elle contribue

finalement à donner tort à Marx et Engels qui, dans *Le Manifeste communiste* (1848), écrivaient de la bourgeoisie : « Frissons sacrés et pieux ferveurs, enthousiasme chevaleresque, mélancolie béotienne, elle a noyé tout cela dans l'eau glaciale du calcul égoïste. Elle a dissous la dignité de la personne dans la valeur d'échange [...]. Aux relations familiales, elle a arraché leur voile de touchante sentimentalité ; elle les a réduites à un simple rapport d'argent. » C'est justement de cette « touchante sentimentalité » que font preuve les citoyens qui ont entrepris, au travers de l'économie sociale et solidaire, non pas de révolutionner le monde, mais de l'humaniser partout où c'est possible.

Le programme est ambitieux, la tâche difficile. Mais, après avoir « déchiffré l'économie » telle qu'elle existe, il est sans doute possible de s'y atteler sans trop de désillusions.